

SYRIE-Conflit

Scènes d'horreur à Alep, les Occidentaux tancent la Russie

AFP
(ALEP/Syrie)

Alep ne connaissait pas de répit dimanche après une nouvelle nuit de bombardements meurtriers par les avions du régime syrien et de son allié russe, provoquant la consternation des Occidentaux exaspérés de l'attitude de Moscou. Après une semaine de vaines discussions diplomatiques, le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit de nouveau dimanche à 11H00 heure

locale (15H00 GMT) à la demande des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Les pays occidentaux veulent tenter de stopper l'offensive aérienne lancée vendredi par le régime et la Russie pour faire tomber les quartiers insurgés d'Alep, la deuxième ville du pays, et obtenir ainsi une victoire d'éclat sur les forces rebelles. La pluie de bombes larguées depuis trois jours a fait au moins 101 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Parmi eux, figu-

rent de nombreux enfants et femmes ensevelis sous les ruines des immeubles détruits dans les raids. "Toute la nuit, les bombardements n'ont pas cessé", affirme à l'AFP Ahmad Hajjar, un habitant du quartier rebelle d'Al-Kallassé. "Je n'ai pas fermé l'oeil jusqu'à 04H00 du matin", ajoute cet homme de 62.

•SCÈNE HORRIBLE Ahmad Hajjar raconte que sa rue est jonchée de "bombes à sous-munition" qui n'ont pas explosé. "Un voisin a été tué par l'une d'entre elles. Je l'ai vu tré-

bucher sur elle, elle a explosé et l'a déchiété. C'était une scène horrible". Depuis l'annonce jeudi par l'armée du régime d'une nouvelle large offensive pour reprendre les quartiers rebelles, des habitants et militants ont décrit l'utilisation, outre les bombes à sous-munition d'un nouveau type de projectiles. En s'abattant, ceux-ci font l'effet d'un tremblement de terre d'après eux, faisant s'écrouler un immeuble de plusieurs étages comme un château de cartes et détrui-

sant également le sous-sol, utilisé comme abris par les habitants. "Je ne sais pas pourquoi le régime nous bombarde de cette manière sauvage. Nous sommes assiégés et nous n'avons nulle part où aller", se désole de son côté Imad Habbouche, à Bab al-Nayrab. Les quelque 250.000 habitants des quartiers rebelles ne reçoivent plus d'aide de l'extérieur depuis pratiquement deux mois et sont, de plus, privés depuis samedi d'eau à cause des bombardements, selon l'Unicef.

Grande - Bretagne - Brexit

Boris Johnson: le processus de sortie de l'UE ne doit pas " s'éterniser "

AFP
(LONDRES/GRANDE-BRETAGNE)

Le processus de sortie du Royaume-Uni de l'UE ne doit pas "s'éterniser", a estimé dimanche le ministre des Affaires étrangères britannique Boris Johnson, tout en soulignant que "beaucoup de travail" reste à faire avant le déclenchement de la procédure de divorce. "De toute évidence, nous

n'allons pas le faire avant Noël", a déclaré le ministre dans l'émission politique The Andrew Marr show, sur la BBC, interrogé sur l'activation de l'article 50 du Traité de Lisbonne qui enclenchera formellement le divorce avec l'UE.

"Je pense que nous avons beaucoup de travail à faire pour mettre les choses en ordre, et c'est ce qui est train de se faire. Mais après ça, comme l'a dit justement la Première ministre

(Theresa May), ce processus ne devrait certainement pas s'éterniser", a-t-il ajouté.

Le déclenchement de l'article 50 est un préalable au démarrage des discussions entre Londres et l'UE sur les conditions de sortie du Royaume-Uni de l'UE et sa future relation avec les 27 Etats restants, censées durer deux ans.

"Nous ne pouvons pas laisser le processus s'éterniser", a insisté Boris Johnson. "Quand

on y pense, il y les élections européennes qui arrivent après", en 2019, a-t-il dit.

"Les gens finiront par se demander si on ne veut pas envoyer une nouvelle fournée de députés britanniques européens à cette institution que nous allons, en définitive, quitter...", a ajouté le ministre conservateur. M. Johnson avait indiqué jeudi que le début des négociations pour la sortie de l'UE pourrait avoir lieu "début 2017", avant

d'être recadré par un porte-parole de Mme May qui avait rappelé que "la position du gouvernement" était de ne pas activer l'article 50 "avant la fin 2016".

Ce flou dans le calendrier agace les partenaires européens du Royaume-Uni. Les "27 (...)" ne peuvent pas attendre trop longtemps", a dit vendredi le président du parlement européen Martin Schulz, au lendemain d'une rencontre avec Theresa May.

Bosnie - Référendum

Les Serbes votent pour leur propre " fête nationale "

AFP
(BANJA LUKA/Bosnie-Herzégovine)

Les Serbes de Bosnie veulent garder leur propre "fête nationale" et entendaient le confirmer dimanche par référendum malgré l'émoi des musulmans bosniaques, l'opposition de la communauté internationale et le coup porté aux institutions du pays.

Encouragé par Moscou, le turbulent leader politique des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik a demandé aux 1,2 millions d'électeurs de confirmer qu'ils veulent commémorer chaque 9 janvier la naissance de la "République du peuple serbe", trois mois avant la guerre qui avait fait 100.000 morts (1992-95).

La participation s'annonçait importante à un scrutin qui se déroulait sans incident à la mi-journée: l'opposition à M. Dodik chez les Serbes de Bosnie, a également appelé à se

rendre aux urnes. Après avoir voté, le leader serbe s'est félicité de la forte participation et de l'"ambiance de fête" qui entoure le scrutin.

"Je suis venu voter parce que chaque nation et chaque Etat a sa propre fête nationale. Ainsi, notre peuple serbe doit avoir sa fête", a affirmé Vojo Vujakovic, 60 ans, venu voter dès l'ouverture des bureaux de vote à Laktasi, le village de Milorad Dodik, près de Banja Luka, la capitale des Serbes de Bosnie.

Un sentiment qui illustre la fragilité de la Bosnie née des accords de Dayton qui ont mis fin à la guerre et dont la cohésion ne tient depuis que par la volonté de la communauté internationale: une fédération entre deux entités, une croato-musulmane et une serbe, réunies par des institutions de moins en moins respectées.

L'autorité de l'une d'elles, la Cour constitutionnelle est ouvertement bafouée dimanche puisque qu'elle

avait interdit ce référendum.

Mais comme Vojo Vujakovic, de nombreux Serbes de Bosnie se reconnaissent comme appartenant au peuple serbe ou comme membres de la "Republika Srpska", pas comme citoyens de la Bosnie.

Le scrutin de dimanche est-il, comme le soupçonne le patron des bosniaques musulmans, Bakir Izetbegovic, un "ballon d'essai" pour Milorad Dodik et un premier pas vers une sécession?

Le parti du leader serbe prévoit un référendum d'indépendance en 2018. Et M. Dodik, parti à Moscou rencontrer Vladimir Poutine trois jours avant le scrutin, accuse régulièrement les Bosniaques et les autorités de Sarajevo de vouloir la fin de la "Republika Srpska".

C'est Bakir Izetbegovic, qui avait contesté la légalité de cette fête auprès de la Cour constitutionnelle, provoquant la colère des Serbes de Bosnie. "S'ils pouvaient, ils nous

interdiraient tout", dit après avoir voté Radovan Bajic, 67 ans. Mais "nous devons aussi avoir nos fêtes. Si la Republika Srpska a été créée ce jour-là, on ne peut pas changer ça et dire que c'était le 1er décembre."

La date du 9 janvier est sensible: parmi les fondateurs de la "République du peuple serbe", figure Radovan Karadzic, théoricien de l'épuration ethnique, condamné à 40 ans de prison pour génocide et crimes contre l'humanité.

Après la probable victoire du oui, Milorad Dodik, omniprésent sur les affiches placardées dans toute la "Republika Srpska", a prévu d'aller tenir meeting à Pale, l'ancien fief de Karadzic.

LE RÉFÉRENDUM VA PASSER• L'Europe peut-elle arrêter le délitement de la Bosnie? L'Union européenne a relancé en 2015 le processus de rapprochement, longtemps bloqué, ce qui a permis à Sarajevo de demander

cette année officiellement le statut de candidat à l'adhésion.

"Le référendum va passer et la Bosnie-Herzégovine va rester", a relativisé samedi soir Bakir Izetbegovic.

Le haut représentant de la communauté internationale, Valentin Inzko, a prévenu que ce scrutin "inutile" n'aurait "pas de conséquences juridiques": "Il n'a pas de base légale ni de force juridique", a dit le responsable. "Ce référendum a provoqué beaucoup de tensions... mais il n'y aura pas de guerre", a-t-il également dit.

Pour beaucoup, la détermination de Milorad Dodik, qui avait reculé dans des circonstances similaires par le passé, trahit aussi des préoccupations électoralistes de court terme: contesté politiquement, il a en tête les municipales de la semaine prochaine. Une fois passées, la tension pourrait aussi retomber.

A travers le monde

•TURQUIE-SYRIE-EI

Le président Recep Tayyip Erdogan a affirmé dimanche que la Turquie serait prête à participer à une opération militaire menée par les Etats-Unis pour déloger le groupe Etat islamique (EI) de son fief de Raqa en Syrie, à condition que les milices kurdes syriennes ne participent pas à l'offensive.

"Si les Etats-Unis lancent une offensive sur Raqa avec le YPG (Unités de protection du peuple kurde) ou le PYD (parti kurde syrien), alors la Turquie ne prendra pas part à cette opération", a déclaré M. Erdogan à plusieurs journalistes dans l'avion qui les ramenait de New ork.

Toutefois, "s'ils ne mettent pas dans cette affaire le PYD et le YPG alors il est évident que nous pourrions mener ce combat avec les Etats-Unis", a-t-il ajouté, cité par le quotidien Hürriye

•FRANCE-Judaïsme-Décès L'ancien grand rabbin de France Joseph Sitruk, guide spirituel de la première communauté juive d'Europe pendant plus de 20 ans et gardien sourcilieux de l'orthodoxie religieuse, est mort dimanche à Paris à l'âge de 71 ans.

Ce séfarade né à Tunis le 16 octobre 1944, malade depuis plusieurs années, est décédé à l'hôpital, a-t-on appris dans l'entourage du grand rabbin de France Haïm Korsia, qui fut son collaborateur et a fait part de sa "tristesse et douleur immense".

Dès l'annonce de son décès, les réactions se sont multipliées pour saluer la mémoire de cet homme chaleureux, qui a exercé les fonctions de grand rabbin de 1987 à 2008.

"Beaucoup de tristesse au moment où j'apprends la disparition du Grand Rabbin Joseph Haïm Sitruk Zats'al. Il fut un maître et un ami", a tweeté Gilles Berheim, qui lui avait succédé.

"Que sa mémoire soit bénie", a réagi le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

•JORDANIE-Islamistes

Un écrivain jordanien controversé, Nahed Hattar, a été assassiné dimanche devant un tribunal d'Amman où il était jugé pour avoir publié une caricature considérée comme offensante vis-à-vis de l'islam, a rapporté l'agence officielle Petra.

L'agence a indiqué que Hattar, 56 ans, a été tué par trois balles, précisant que "l'assassin a été arrêté". Des témoins ont précisé à l'AFP qu'un homme avait ouvert le feu sur l'écrivain devant le tribunal à Abdali dans le centre d'Amman où ce dernier devait comparaître devant les juges.